

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202099]

13 MARS 2014. — Décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article L3111-1, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, modifié par le décret du 22 novembre 2007, il est inséré le 7^o rédigé comme suit : « 7^o sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ayant leur siège sur le territoire de la Région wallonne, à l'exception des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus situés sur le territoire de la région de langue allemande. »

Art. 2. Dans l'article L3111-2, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 22 novembre 2007 et par le décret du 31 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o l'administration : soit la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie, soit l'administration communale; »;

2^o le 4^o est complété par les mots « , ou le conseil communal »;

3^o il est inséré un 6^o rédigé comme suit :

« 6^o l'organe représentatif agréé : les organes représentatifs des cultes reconnus par l'autorité fédérale. »;

4^o il est inséré un 7^o rédigé comme suit :

« 7^o les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus : les fabriques d'églises et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus visés à l'article 6, § 1^{er}, VII, 6^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980; »;

5^o il est inséré un 8^o rédigé comme suit :

« 8^o les établissements visés à l'article L3111-1, § 1^{er}, et financés au niveau communal : les établissements chargés de la gestion du temporel du culte qui, en vertu de la loi, disposent d'un droit de financement à l'égard de la ou des communes sur lesquelles s'étend leur territoire; »;

6^o il est inséré un 9^o rédigé comme suit :

« 9^o les établissements visés à l'article L3111-1, § 1^{er}, et financés au niveau provincial : les établissements chargés de la gestion du temporel du culte qui, en vertu de la loi, disposent d'un droit de financement à l'égard de la ou des provinces sur lesquelles s'étend leur territoire. »

Art. 3. Dans l'article L3115-1 du même Code, modifié par le décret du 22 novembre 2007, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « et, en ce qui concerne les décisions portant sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, à l'organe représentatif agréé. »

Art. 4. L'article L3115-2 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L3115-2. Sauf l'acte par lequel l'autorité de tutelle proroge le délai, sa décision est, suivant le cas, publiée par extrait au *Moniteur belge*, au Bulletin provincial ou par la voie d'une affiche. »

Art. 5. Dans l'article L3121-1 du même Code, les mots : « tous les actes autres que ceux visés aux articles L3131-1 et L3141-1 » sont remplacés par les mots suivants : « tous les actes autres que ceux visés aux articles L3131-1, L3141-1 et L3162-1. ».

Art. 6. Dans l'article L3122-1 du même Code, les mots : « à l'exception des établissements visés au 7^o et financés au niveau communal » sont insérés entre les mots : « une autorité visée à l'article L3111-1, § 1^{er}, » et les mots : « viole la loi ou blesse l'intérêt général. ».

Art. 7. Dans la troisième partie, livre premier du même Code, modifié par le décret du 22 novembre 2007 et par le décret du 31 janvier 2013, il est inséré un titre VI intitulé « Tutelle administrative sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus visés à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7^o ».

Art. 8. Dans le titre VI inséré par l'article 7, il est inséré un chapitre premier intitulé « Tutelle générale d'annulation ».

Art. 9. Dans le chapitre premier inséré par l'article 8, il est inséré une section première intitulée « Champ d'application ».

Art. 10. Dans la section première insérée par l'article 9, il est inséré l'article L3161-1 rédigé comme suit :

« Art. L3161-1. Sont soumis à la tutelle générale d'annulation tous les actes autres que ceux visés à l'article L3162-1. »

Art. 11. Dans le chapitre premier inséré par l'article 9, il est inséré une section 2 intitulée « Procédure ».

Art. 12. Dans la section 2 insérée par l'article 11, il est inséré l'article L3161-2 rédigé comme suit :

« Art. L3161-2. Le gouverneur peut annuler tout ou partie de l'acte par lequel un établissement visé à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7^o, et financé au niveau communal, viole la loi ou blesse l'intérêt général. »

Art. 13. Dans la même section, il est inséré l'article L3161-3 rédigé comme suit :

« Art. L3161-3. Le gouverneur peut réclamer aux établissements visés à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7^o, et financés au niveau communal, la transmission de toute délibération qu'il désigne, accompagnée de ses pièces justificatives. »

Art. 14. Dans la même section, il est inséré l'article L3161-4 rédigé comme suit :

« Art. L3161-4. Les actes des établissements visés à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7^o, et financés au niveau communal portant sur les objets suivants sont transmis au gouverneur, accompagnés de leur pièces justificatives, dans les quinze jours de leur adoption et ne peuvent pas être mis à exécution avant d'avoir ainsi été transmis :

1^o pour ce qui concerne les actes relatifs aux marchés publics :

a) l'attribution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services d'un montant H.T.V.A. excédant ceux repris au tableau ci-dessous :

	Adjudication ouverte/Appel d'offres ouvert.	Adjudication restreinte Appel d'offres restreint/Procédure négociée avec publicité	Procédure négociée sans publicité
Travaux	250.000 euros	125.000 euros	62.000 euros
Fournitures et services	200.000 euros	62.000 euros	31.000 euros

b) l'avenant apporté aux marchés de travaux, de fournitures et de services visé au a) qui porte au minimum sur 10 pourcent du montant initial du marché;

c) l'avenant apporté aux marchés de travaux, de fournitures et de services visés au a) dont le montant cumulé aux montants des avenants successifs atteint au minimum 10 pourcent du montant initial du marché.

L'avis conforme de l'organe représentatif agréé est joint à la délibération portant sur l'attribution d'un marché public de travaux ayant pour objet des travaux à l'édifice du culte;

2^o les opérations immobilières d'achat, de vente, d'échange, de location de plus de neuf ans, la constitution d'hypothèques et de droits réels démembrés, lorsque le montant de l'acte excède 10.000 euros;

3^o pour ce qui concerne les actes relatifs aux dons et legs :

a) par dérogation aux dispositions de l'article L1221-2, les dons et legs assortis de charges en ce compris les charges de fondation;

b) par dérogation aux dispositions de l'article L1221-2, les dons et legs sans charge ni charge de fondation mais dont le montant excède 10.000 euros;

4^o la construction d'un immeuble à affecter à l'exercice du culte ou au logement du ministre du culte.

L'avis de l'organe représentatif agréé concerné est joint à l'acte dans les cas visés au 3^o a) lorsque l'acte contient des charges de fondation et au 4^o. »

Art. 15. Dans la même section, il est inséré l'article L3161-5 rédigé comme suit :

« Art. L3161-5. La liste des décisions ayant un coût financier et non reprises au budget, autres que celles visées à l'article L3161-4, prises par les établissements visés à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7^o, et financés au niveau communal, est transmise au collège des bourgmestre et échevins ou aux collèges communaux concernés, dans les dix jours suivant la séance au cours de laquelle les décisions sont adoptées.

Le collège des bourgmestre et échevins ou les collèges communaux concernés peuvent solliciter une ou plusieurs décision(s) figurant dans la liste. Cette demande doit être introduite dans les dix jours de la réception de la liste. Le jour de la réception de la liste n'est pas inclus dans le délai. L'établissement visé à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7^o, transmet au collège, dans les dix jours de la demande, la ou les décision(s) qu'il a sollicitée(s). Le jour de la réception de la demande n'est pas inclus dans le délai.

Le collège des bourgmestre et échevins ou les collèges communaux concernés peuvent introduire un recours, auprès du gouverneur de province, contre la ou les décision(s) qu'il a sollicitée(s). Ce recours doit être introduit dans les dix jours de la réception de la décision de l'établissement visé à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7^o. Le jour de la réception de la décision n'est pas inclus dans le délai.

Saisi d'un recours, le gouverneur de province réclame, à l'établissement visé à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7^o, l'acte accompagné de ses pièces justificatives. »

Art. 16. Dans la même section, il est inséré l'article L3161-6 rédigé comme suit :

« Art. L3161-6. Le gouverneur prend sa décision dans les trente jours de la réception de l'acte et de toutes les pièces justificatives.

Le gouverneur peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir, d'une durée maximale égale à la moitié de ce délai.

L'acte n'est plus susceptible d'annulation si le gouverneur n'a pas notifié sa décision dans le délai. »

Art. 17. Dans la même section, il est inséré l'article L3161-7 rédigé comme suit :

« Art. L3161-7. Le Gouvernement peut réclamer aux établissements visés à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7^o, et financés au niveau provincial, la transmission de toute délibération qu'il désigne, accompagnée de ses pièces justificatives. »

Art. 18. Dans la même section, il est inséré l'article L3161-8 rédigé comme suit :

« Art. L3161-8. Les actes des établissements visés à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7^o, et financés au niveau provincial portant sur les objets suivants sont transmis au Gouvernement, accompagnés de leur pièces justificatives, dans les quinze jours de leur adoption et ne peuvent pas être mis à exécution avant d'avoir ainsi été transmis :

1^o pour ce qui concerne les actes relatifs aux marchés publics :

a) l'attribution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services d'un montant excédant ceux repris au tableau ci-dessous :

	Adjudication publique/Appel d'offres général H.T.V.A.	Adjudication restreinte/Appel d'offres restreint/Procédure négociée avec publicité	Procédure négociée sans publicité
Travaux	250.000 euros	125.000 euros	62.000 euros
Fournitures et services	200.000 euros	62.000 euros	31.000 euros

b) l'avenant apporté à ces marchés de travaux, de fournitures et de services qui porte au minimum sur 10 % du montant initial du marché;

c) l'avenant apporté à ces marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant cumulé aux montants des avenants successifs atteint au minimum 10 % du montant initial du marché.

L'avis conforme de l'organe représentatif agréé est joint à la délibération portant sur l'attribution d'un marché public de travaux ayant pour objet des travaux aux édifices du culte;

2° les opérations immobilières d'achat, de vente, d'échange, de location de plus de neuf ans, la constitution d'hypothèques et de droits réels démembrements, lorsque le montant de l'acte excède 10.000 euros;

3° pour ce qui concerne les actes relatifs aux dons et legs :

a) les dons et legs assortis de charges en ce compris les charges de fondation;

b) les dons et legs sans charge ni charge de fondation mais dont le montant excède 10.000 euros;

4° la construction d'un immeuble à affecter à l'exercice du culte ou au logement du Ministre du culte.

L'avis de l'organe représentatif agréé concerné sera joint à l'acte dans les cas visés au 3°, a), lorsque l'acte contiendra des charges de fondation et au 4°. ».

Art. 19. Dans la même section, il est inséré l'article L3161-9 rédigé comme suit :

« Art. L3161-9. La liste des décisions ayant un coût financier et non reprise au budget, autres que celles visées à l'article L3161-8, prises par les établissements visés à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7°, et financés au niveau provincial, est transmise aux collèges provinciaux concernés, dans les dix jours suivant la séance au cours de laquelle les décisions sont adoptées.

Les collèges provinciaux concernés peuvent solliciter une ou plusieurs décision(s) figurant dans la liste. Cette demande doit être introduite dans les dix jours de la réception de la liste. Le jour de la réception de la liste n'est pas inclus dans le délai. L'établissement visé à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7°, transmet au collège, dans les dix jours de la demande, la ou les décision(s) qu'il a sollicitée(s). Le jour de la réception de la demande n'est pas inclus dans le délai.

Les collèges provinciaux concerné(s) peuvent introduire un recours, auprès du Gouvernement, contre la ou les décision(s) qu'ils ont sollicitée(s). Ce recours doit être introduit dans les dix jours de la réception de la décision par l'établissement visé à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7°. Le jour de la réception de la décision n'est pas inclus dans le délai.

Saisi d'un recours, le Gouvernement réclame, à l'établissement visé à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7°, l'acte accompagné de ses pièces justificatives.

Art. 20. Dans la même section, il est inséré l'article L3161-10 rédigé comme suit :

« Art. L3161-10. Le Gouvernement prend sa décision dans les trente jours de la réception de l'acte et de toutes les pièces justificatives.

Le Gouvernement peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir, d'une durée maximale égale à la moitié de ce délai.

L'acte n'est plus susceptible d'annulation si le Gouvernement n'a pas notifié sa décision dans le délai. »

Art. 21. Dans le titre VI inséré par l'article 7, il est inséré un chapitre II intitulé « Tutelle spéciale d'approbation ».

Art. 22. Dans le chapitre II inséré par l'article 21, il est inséré une section première intitulée « Champ d'application ».

Art. 23. Dans la section première insérée par l'article 22, il est inséré l'article L3162-1 rédigé comme suit :

« Art. L3162-1. § 1^{er}. Sont soumis à l'approbation du conseil communal, les actes des établissements visés à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7°, et financés au niveau communal portant sur les objets suivants :

1° le budget et les modifications budgétaires approuvés par l'organe représentatif agréé;

2° les comptes annuels approuvés par l'organe représentatif agréé.

§ 2. Sont soumis à l'approbation du Gouvernement, les actes des établissements visés à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7°, et financés au niveau provincial portant sur les objets suivants :

1° le budget et les modifications budgétaires approuvés par l'organe représentatif agréé;

2° les comptes annuels approuvés par l'organe représentatif agréé.

Le Gouvernement exerce la tutelle d'approbation après avoir recueilli l'avis des provinces concernées, ou après avoir constaté que lesdites provinces concernées n'ont pas rendu d'avis dans le délai prévu aux articles 16bis et quater, § 2, de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes.

§ 3. Lorsque l'établissement visé à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7°, relève du financement de plusieurs communes, le conseil communal de la commune qui, pour l'exercice en cours, finance la plus grande part de l'intervention globale, exerce la tutelle d'approbation après avoir recueilli l'avis favorable des autres communes concernées, ou après avoir constaté que ladite ou lesdites commune(s) n'a ou n'ont pas rendu d'avis dans le délai prévu aux articles 2, § 2, et 7, § 2, de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes.

Si, pour l'exercice en cours, plusieurs communes interviennent à part égale dans le financement de l'établissement visé à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7°, la commune sur le territoire de laquelle est situé le bâtiment principal affecté à l'exercice du culte, exerce la tutelle d'approbation après avoir recueilli l'avis des autres communes concernées ou après avoir constaté que lesdites communes n'ont pas rendu d'avis dans le délai prévu aux articles 2, § 2, et 7, § 2, de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes.

§ 4. Pour les actes visés au paragraphe 1^{er}, 1°, et au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1°, l'approbation de l'autorité de tutelle peut être refusée pour violation de la loi ou lésion de l'intérêt général.

Pour les actes visés au paragraphe 1^{er}, 2°, et au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2°, l'approbation de l'autorité de tutelle peut être refusée pour violation de la loi. »

Art. 24. Dans le chapitre II inséré par l'article 21, il est inséré une section 2 intitulée « Procédure ».

Art. 25. Dans la section 2 insérée par l'article 24, il est inséré l'article L3162-2 rédigé comme suit :

« Art. L3162-2. § 1^{er}. L'autorité de tutelle peut approuver ou ne pas approuver tout ou partie de l'acte sans toutefois pouvoir modifier, uniquement dans le cas des actes visés à l'article L3162-1, § 1^{er}, 1°, et § 2, alinéa 1^{er}, 1°, les articles de dépenses relatifs à la célébration du culte définitivement arrêtés par l'organe représentatif du culte.

Pour les actes visés à l'article L3162-1, § 1^{er}, 1°, et § 2, alinéa 1^{er}, 1°, l'autorité de tutelle peut, sans préjudice de ce qui est inscrit dans l'alinéa premier, inscrire des prévisions de recettes et des postes de dépenses; elle peut les diminuer, les augmenter ou les supprimer et rectifier des erreurs matérielles.

§ 2. L'autorité de tutelle prend sa décision dans les quarante jours de la réception de l'acte approuvé par l'organe représentatif et de ses pièces justificatives.

L'autorité de tutelle peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir d'une durée maximale égale à la moitié du délai visé à l'alinéa 1^{er}.

A défaut de décision dans le délai, l'acte est exécutoire.

§ 3. Lorsque l'établissement visé à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7^o, relève du financement de plusieurs communes, et qu'un ou plusieurs avis défavorables ont été émis par les autres communes concernées, la commune qui exerce la tutelle spéciale d'approbation rend un avis, dans le délai fixé à l'article L3162-2, § 2, alinéa 1^{er}. A défaut, l'avis est réputé favorable.

La commune transmet alors son avis au gouverneur qui statue conformément au paragraphe 1^{er}. Le gouverneur prend sa décision dans les quarante jours de la réception du premier avis défavorable émanant d'une commune concernée. Le gouverneur peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir d'une durée maximale égale à la moitié de ce délai. A défaut de décision dans le délai, l'acte est exécutoire. »

Art. 26. Dans le chapitre II inséré par l'article 21, il est inséré une section 3 intitulée « Des recours ».

Art. 27. Dans la section 3 insérée par l'article 26, il est inséré l'article L3162-3 rédigé comme suit :

« Art. L3162-3. § 1^{er}. L'organe représentatif du culte d'un établissement visé à l'article L3111-1, § 1^{er}, 7^o, et financé au niveau communal dont l'acte a fait l'objet d'une décision de refus d'approbation ou d'une décision d'approbation partielle de la commune et l'établissement concerné, peut introduire un recours auprès du gouverneur dans les trente jours de la réception de la décision de l'autorité de tutelle. Une copie du recours est adressée au conseil communal exerçant la tutelle spéciale d'approbation et, le cas échéant, aux intéressés au plus tard le dernier jour du délai de recours.

§ 2. Le gouverneur peut approuver ou ne pas approuver, selon le cas, tout ou partie de la décision de l'autorité de tutelle dans les trente jours de la réception du recours sans toutefois pouvoir modifier, uniquement dans le cas des actes visés à l'article L3162-1, § 1^{er}, 1^o, les articles de dépenses relatifs à la célébration du culte définitivement arrêtés par l'organe représentatif du culte.

Pour les actes visés à l'article L3162-1, § 1^{er}, 1^o, et § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, le gouverneur peut sans préjudice de ce qui est inscrit dans l'alinéa premier inscrire des prévisions de recettes et des postes de dépenses; il peut les diminuer, les augmenter ou les supprimer et rectifier des erreurs matérielles.

A défaut de décision dans ce délai, la décision querellée est réputée confirmée. »

Art. 28. Dans l'article 59 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par la loi du 10 mars 1999, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'acte d'acceptation sera signé par le trésorier au nom de la fabrique. »

Art. 29. Dans l'article 60, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots : « dans la forme déterminée pour les biens communaux » sont abrogés.

Art. 30. Dans l'article 62, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié par la loi du 10 mars 1999, les mots : « et notre autorisation si le montant dépasse 10.000 EUR » sont abrogés.

Art. 31. L'article 63 du même décret est abrogé.

Art. 32. Dans l'article 73 du même décret les mots : « et la permission de Notre Ministre des cultes » sont abrogés.

Art. 33. Les articles 77, 96 et 97 du même décret sont abrogés.

Art. 34. L'article 113 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 113. Les fondations, donations ou legs fait aux séminaires seront acceptées par l'évêque diocésain. »

Art. 35. L'arrêté royal du 16 août 1824 portant que les fabriques et administrations d'église ne peuvent prendre des dispositions sur les objets dont le soin ne leur est pas expressément conféré par les lois, règlements et ordonnances existants est abrogé.

Art. 36. L'article 1^{er} de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes est remplacé par ce qui suit :

« Article premier. Lorsque la fabrique d'église paroissiale relève du financement d'une seule commune, une copie du budget de la fabrique est transmise, avec une copie de toutes les pièces justificatives à l'appui, avant le 30 août et simultanément, au conseil communal intéressé et à l'organe représentatif du culte.

Lorsque la fabrique d'église paroissiale relève du financement de plusieurs communes, une copie du budget de la fabrique est transmise, avec une copie de toutes les pièces justificatives à l'appui, avant le 30 août et simultanément, à l'ensemble des conseils communaux intéressés, à l'organe représentatif du culte et au gouverneur. »

Art. 37. L'article 2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. § 1^{er}. Dans les vingt jours de la réception du budget et des pièces justificatives de celui-ci, l'organe représentatif du culte arrête les dépenses relatives à la célébration du culte, approuve le budget pour le surplus et transmet sa décision au conseil communal exerçant la tutelle spéciale d'approbation sur le budget ainsi que, lorsque la fabrique d'église paroissiale relève du financement de plusieurs communes, au gouverneur.

Si l'organe représentatif du culte ne transmet pas sa décision dans le délai, sa décision est réputée favorable.

§ 2. Dans les quarante jours de la réception du budget et des pièces justificatives de celui-ci, les conseils communaux autres que celui qui exerce la tutelle spéciale d'approbation sur ce budget rendent un avis sur le budget et transmettent leur avis au conseil communal exerçant la tutelle spéciale d'approbation sur le budget et, en cas d'avis défavorable, au gouverneur.

Si les conseils communaux visés à l'alinéa premier ne transmettent pas leur avis dans le délai, leur avis est réputé favorable. »

Art. 38. Les articles 3 et 4 de la même loi sont abrogés.

Art. 39. L'article 6 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Lorsque la fabrique d'église paroissiale relève du financement d'une seule commune, une copie du compte de la fabrique est transmise, avec une copie de toutes les pièces justificatives à l'appui, avant le 25 avril et simultanément, au conseil communal intéressé et à l'organe représentatif du culte.

Lorsque la fabrique d'église paroissiale relève du financement de plusieurs communes, une copie du compte de la fabrique est transmise, avec une copie de toutes les pièces justificatives à l'appui, avant le 25 avril et simultanément, à l'ensemble des conseils communaux intéressés, à l'organe représentatif du culte et au gouverneur. »

Art. 40. L'article 7 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. § 1^{er}. Dans les vingt jours de la réception du compte et des pièces justificatives de celui-ci, l'organe représentatif du culte arrête les dépenses relatives à la célébration du culte, approuve le compte pour le surplus et transmet sa décision au conseil communal exerçant la tutelle spéciale d'approbation sur le compte ainsi que, lorsque la fabrique d'église relève du financement de plusieurs communes, au gouverneur.

Si l'organe représentatif du culte ne transmet pas sa décision dans le délai, sa décision est réputée favorable.

§ 2. Dans les quarante jours de la réception du compte et des pièces justificatives de celui-ci, les conseils communaux autres que celui qui exerce la tutelle spéciale d'approbation sur ce compte rendent un avis sur le compte et transmettent leur avis au conseil communal exerçant la tutelle spéciale d'approbation sur le compte et, en cas d'avis défavorable, au gouverneur.

Si les conseils communaux visés à l'alinéa premier ne transmettent pas leur avis dans le délai, leur avis est réputé favorable. »

Art. 41. Les articles 8 et 9 de la même loi sont abrogés.

Art. 42. Dans la dernière phrase de l'article 11 de la même loi, les mots « à la députation permanente » sont remplacés par les mots « au gouverneur de province ».

Art. 43. L'article 12 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. Faute par le trésorier ou ses représentants, de présenter le compte à l'époque fixée, ou en cas de contestation, le compte est arrêté par le gouverneur.

La décision du gouverneur est notifiée aux intéressés, lesquels peuvent introduire auprès du Gouvernement un recours contre cette décision dans les trente jours de la notification.

Le recouvrement de toute somme due pour reliquat de compte est poursuivi par voie de contrainte décernée par le nouveau trésorier et munie de l'exécutoire du gouverneur. »

Art. 44. L'article 14 de la même loi est abrogé.

Art. 45. L'article 15 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. Si le budget ou le compte n'est pas remis, accompagné de ses pièces justificatives, aux dates fixées par les articles 1^{er} et 6, de la présente loi, le collège communal de la commune exerçant la tutelle spéciale d'approbation sur le budget ou le compte en informe le gouverneur au plus tard dans les quinze jours suivant le dépassement du délai. Le gouverneur adresse à la fabrique une invitation par lettre recommandée et en informe l'organe représentatif du culte.

La fabrique qui, dans les trente jours de la réception de la lettre, n'a pas remis son budget ou son compte, ou les pièces justificatives demandées, ne peut plus désormais obtenir de subsides publics.

Le gouverneur constate cette déchéance par un arrêté qui est notifié à l'organe représentatif du culte, à la fabrique et aux conseils communaux intéressés. »

Art. 46. Les articles 15bis à 15quinquies de la même loi, insérés par la loi du 10 mars 1999, sont abrogés.

Art. 47. L'article 16 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. Lorsque la fabrique d'église cathédrale relève du financement d'une seule province, une copie du budget de la fabrique est transmise, avec une copie de toutes les pièces justificatives à l'appui, avant le 30 août et simultanément, au conseil provincial intéressé, à l'organe représentatif du culte et au Gouvernement.

Lorsque la fabrique d'église cathédrale relève du financement de plusieurs provinces, une copie du budget de la fabrique est transmise, avec une copie de toutes les pièces justificatives à l'appui, avant le 30 août et simultanément, à l'ensemble des conseils provinciaux intéressés, à l'organe représentatif du culte et au Gouvernement. »

Art. 48. Dans la même loi, il est inséré un article 16bis rédigé comme suit :

« Art. 16bis. § 1^{er}. Dans les vingt jours de la réception du budget et des pièces justificatives de celui-ci, l'organe représentatif du culte arrête les dépenses relatives à la célébration du culte, approuve le budget pour le surplus, et transmet sa décision au Gouvernement.

Si l'organe représentatif du culte ne transmet pas sa décision dans le délai, sa décision est réputée favorable.

§ 2. Dans les quarante jours de la réception du budget et des pièces justificatives de celui-ci, les conseils provinciaux visés à l'article 16, alinéa 2, rendent un avis sur le budget et transmettent leur avis au Gouvernement.

Si les conseils provinciaux visés à l'article 16, alinéa 2, ne transmettent pas leur avis dans le délai, leur avis est réputé favorable. »

Art. 49. Dans la même loi, il est inséré un article 16ter rédigé comme suit :

« Art. 16ter. Lorsque la fabrique d'église cathédrale relève du financement d'une seule province, une copie du compte de la fabrique est transmise, avec une copie de toutes les pièces justificatives à l'appui, avant le 25 avril et simultanément, au conseil provincial intéressé, à l'organe représentatif du culte et au Gouvernement.

Lorsque la fabrique d'église cathédrale relève du financement de plusieurs provinces, une copie du compte de la fabrique est transmise, avec une copie de toutes les pièces justificatives à l'appui, avant le 25 avril et simultanément, à l'ensemble des conseils provinciaux intéressés, à l'organe représentatif du culte et au Gouvernement. »

Art. 50. Dans la même loi, il est inséré un article 16quater rédigé comme suit :

« Art. 16quater. § 1^{er}. Dans les vingt jours de la réception du compte et des pièces justificatives de celui-ci, l'organe représentatif du culte arrête les dépenses relatives à la célébration du culte et approuve le compte pour le surplus, et transmet sa décision au Gouvernement.

Si l'organe représentatif du culte ne remet pas sa décision dans le délai, sa décision est réputée favorable.

§ 2. Dans les quarante jours de la réception du compte et des pièces justificatives de celui-ci, les conseils provinciaux visés à l'article 16ter, alinéa 2, rendent un avis sur le compte et transmettent leur avis au Gouvernement.

Si les conseils provinciaux visés à l'article 16ter, alinéa 2, ne transmettent pas leur avis dans le délai, leur avis est réputé favorable. »

Art. 51. Dans la même loi, il est inséré un article 16quinquies rédigé comme suit :

« Art. 16quinquies. Les dispositions des articles 10, 11 et 12, sont applicables aux fabriques d'église cathédrale.

Pour l'application de l'article 11, l'avis est donné au Gouvernement.

Pour l'application de l'article 12, le compte de clerc à maître est arrêté par le Gouvernement. »

Art. 52. Dans la même loi, il est inséré un article 16sexies rédigé comme suit :

« Art. 16sexies. Les dispositions de l'article 15 sont applicables aux fabriques d'église cathédrale.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'invitation est adressée par le Gouvernement et la déchéance est constatée par un arrêté du Gouvernement. »

Art. 53. Les articles 17 à 17quinquies de la même loi sont abrogés.

Art. 54. Dans la même loi, l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit : « CHAPITRE III. — De la comptabilité du temporel des autres cultes reconnus ».

Art. 55. L'article 18 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 18. Les dispositions applicables aux fabriques d'église paroissiale en matière de budgets et de comptes s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux établissements cultuels des cultes anglican, israélite et protestant. »

Art. 56. Dans la même loi, il est inséré un article 18bis rédigé comme suit :

« Art. 18bis. Les dispositions applicables aux fabriques d'église cathédrale en matière de budgets et de comptes s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux établissements cultuels des cultes orthodoxe et islamique. »

Art. 57. Dans l'article 19bis de la même loi, inséré par la loi du 10 mars 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« La création de ces administrations est soumise à l'autorisation du Gouvernement. »;

2° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« A cet effet, les demandes de création d'une administration sont transmises au Gouvernement par l'organe représentatif du culte. »;

3° les alinéas 5 et 6 sont abrogés.

Art. 58. Dans l'article 12 de l'arrêté royal du 7 février 1876 relatif au culte évangélique, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots : « dans la forme particulière aux biens de la commune » sont abrogés;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 59. Dans l'article 12 de l'arrêté royal du 7 février 1876 relatif au culte israélite, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots : « dans la forme particulière aux biens de la commune » sont abrogés;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 60. Les articles 17 à 25 de l'arrêté royal du 15 mars 1988 portant organisation des conseils de fabriques d'église du culte orthodoxe sont abrogés.

Art. 61. Les articles 17 à 25 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2005 portant organisation des comités chargés de la gestion du temporel des communautés islamiques reconnues sont abrogés.

Art. 62. L'arrêté du Régent du 28 décembre 1944 portant délégation au Ministre de la Justice pour autoriser des travaux aux églises est abrogé.

Art. 63. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 13 mars 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement wallon, 965 (2013-2014). N^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 12 mars 2014.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202099]

13 MAART 2014. — Decreet tot wijziging van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en van diverse bepalingen betreffende het toezicht over de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel L3111-1, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, wordt een punt 7^o ingevoegd, luidend als volgt : "7^o over de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten waarvan de zetel op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd is, met uitzondering van de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die op het grondgebied van het Duitstalige taalgebied gelegen zijn."

Art. 2. In artikel L3111-2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007 en bij het decreet van 31 januari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o punt 1^o wordt vervangen als volgt :

"1^o de administratie : hetzij het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst, hetzij het gemeentebestuur;"

2^o punt 4^o wordt aangevuld met de woorden ", of de gemeenteraad";

3° er wordt een punt 6° ingevoegd, luidende :

"6° het erkende representatieve orgaan : de representatieve organen van de erediensten die door de Federale overheid worden erkend.";

4° er wordt een punt 7° ingevoegd, luidende :

"7° de instellingen die belast zijn met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten : de kerkfabrieken en de instellingen die belast zijn met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten bedoeld in artikel 6, § 1, VII, 6°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;"

5° er wordt een punt 8° ingevoegd, luidende :

"8° de instellingen bedoeld in artikel L3111-1, § 1, en die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd : de instellingen belast met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten die, krachtens de wet, over een financieringsrecht beschikken t.o.v. de gemeente(n) waarop hun gebied zich uitstrekt";

6° er wordt een punt 9° ingevoegd, luidende :

"9° de instellingen bedoeld in artikel L3111-1, § 1, en die op provinciaal vlak worden gefinancierd : de instellingen belast met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten die, krachtens de wet, over een financieringsrecht beschikken t.o.v. de provincie(s) waarop hun gebied zich uitstrekt".

Art. 3. In artikel L3115-1 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden "en, wat betreft de beslissingen met betrekking tot de akten van de instellingen belast met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten, aan het erkende representatieve orgaan."

Art. 4. Artikel L3115-2 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. L3115-2. Behalve de akte waarbij de toezichthoudende overheid de termijn verlengt, wordt haar beslissing, bij uittreksel bekendgemaakt, naargelang het geval, in het *Belgisch Staatsblad*, in het Provinciaal Bulletin of bij aanplakking".

Art. 5. In artikel L3121-1 van hetzelfde Wetboek worden de woorden : "Alle andere akten dan die bedoeld in de artikelen L3131-1 en L3141-1" vervangen door de volgende woorden : "Alle andere akten dan die bedoeld in de artikelen L3131-1, L3141-1 en L3162-1".

Art. 6. In artikel L3122-1 van hetzelfde Wetboek worden de woorden : "met uitzondering van de instellingen bedoeld in punt 7° en gefinancierd op gemeentelijk vlak" ingevoegd tussen de woorden : "een overheid zoals bedoeld in artikel L3111-1, § 1," en de woorden : "de wet schendt of het algemeen en gewestelijk belang schaadt".

Art. 7. In het derde deel, boek I van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007 en bij het decreet van 31 januari 2013 wordt een titel VI ingevoegd met als opschrift "Administratief toezicht over de instellingen belast met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°".

Art. 8. In titel VI ingevoegd bij artikel 7 wordt een hoofdstuk I ingevoegd met als opschrift "Algemeen vernietigingstoezicht".

Art. 9. In hoofdstuk I ingevoegd bij artikel 8 wordt een afdeling 1 ingevoegd met als opschrift "Toepassingsgebied".

Art. 10. In afdeling 1 ingevoegd bij artikel 9 wordt een artikel L3161-1 ingevoegd, luidende :

"Art. L3161-1. Alle andere akten dan die bedoeld in artikel L 3162-1 vallen onder het algemene vernietigingstoezicht. ».

Art. 11. In hoofdstuk I ingevoegd bij artikel 9 wordt een afdeling 2 ingevoegd met als opschrift "De procedure".

Art. 12. In afdeling 2 ingevoegd bij artikel 11 wordt een artikel L3161-2 ingevoegd, luidende :

"Art. L3161-2. De gouverneur kan de akte geheel of gedeeltelijk vernietigen, waarbij een instelling bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, en gefinancierd op gemeentelijk vlak, de wet schendt of het algemeen belang schaadt".

Art. 13. In dezelfde afdeling wordt een artikel L3161-3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3161-3. De Regering kan van de instellingen bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, en die op gemeentelijk vlak worden gefinancierd, eisen dat elk besluit dat zij vernoemt, samen met de bewijsstukken wordt overgemaakt. ».

Art. 14. In dezelfde afdeling wordt een artikel L3161-4 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3161-4. De akten van de instellingen bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, en gefinancierd op gemeentelijk vlak, met hiernavolgende inhoud worden aan de gouverneur overgezonden, samen met hun bewijsstukken, binnen vijftien dagen vanaf hun aanneming, en mogen niet ten uitvoer worden gelegd vóór ze aldus werden overgezonden :

1° wat betreft de akten voor de toekenning van overheidsopdrachten :

a) de toekenning van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten met een bedrag excl. Btw hoger dan de bedragen vermeld in onderstaande tabel :

	Open aanbesteding/Open offerteaanvraag	Beperkte aanbesteding/Beperkte offerteaanvraag/Onderhandelde procedure met bekendmaking	Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking
Werken	250.000 euro	125.000 euro	62.000 euro
Leveringen en diensten	200.000 euro	62.000 euro	31.000 euro

b) het aanhangsel bij die overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten bedoeld in a) die het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met minimum 10 % wijzigen;

c) het aanhangsel bij die overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten bedoeld in a) waarvan het samengetelde bedrag van de opeenvolgende aanhangsels minimum 10 % van het oorspronkelijke bedrag van de overheidsopdracht wijzigt;

Het eensluitend advies van het erkende representatieve orgaan wordt gevoegd bij het besluit over de toekenning van een overheidsopdracht voor aanneming van werken met betrekking tot werken aan een gebouw van de eredienst;

2° de onroerende verrichtingen van aankoop, verkoop, ruil, verhuring van meer dan negen jaar, de vestiging van hypotheken en gesplitste zakelijke rechten wanneer het bedrag van de akte 10.000 euro overschrijdt;

3° wat betreft de akten voor de toekenning van schenkingen en legaten :

a) in afwijking van de bepalingen van artikel L1221-2, de schenkingen en legaten voorzien van lasten, met inbegrip van de lasten van stichting

a) in afwijking van de bepalingen van artikel L1221-2, de schenkingen en legaten zonder lasten of lasten van stichting maar waarvan het bedrag 10.000 euro overschrijdt;

4° de bouw van een voor godsdienstoefening bestemd gebouw of voor de woning van de geestelijke.

Het advies van het betrokken erkende representatieve orgaan wordt gevoegd bij de akte in de gevallen bedoeld in 3° a) wanneer de akte lasten van stichting bevat en in punt 4°."

Art. 15. Dezelfde afdeling wordt aangevuld met een artikel L3161-5, luidend als volgt :

"Art. L3161-5. De lijst met de beslissingen met een financiële weerslag en niet opgenomen in de begroting die geen betrekking hebben op de beslissingen bedoeld in artikel L 3161-4, genomen door de instellingen bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, en gefinancierd op gemeentelijk vlak, wordt overgemaakt aan het college van burgemeester en schepenen of aan de betrokken gemeentecolleges binnen tien dagen na de zitting waarop de beslissingen zijn aangenomen.

Het college van burgemeester en schepenen of de betrokken gemeentecolleges kunnen verzoeken om één of meerdere beslissing(en) die in de lijst is/zijn opgenomen. Deze aanvraag moet binnen tien dagen na ontvangst van de lijst worden ingediend. De dag van de ontvangst van de lijst is niet inbegrepen in de termijn. De instelling bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, stuurt het college de beslissing(en) waarom verzocht werd binnen tien dagen na het verzoek. De dag van de ontvangst van het verzoek is niet inbegrepen in de termijn.

Het college van burgemeester en schepenen of de betrokken gemeentecolleges kunnen tegen de beslissing(en) waarom verzocht werd een beroep indienen bij de provinciegouverneur. Dit beroep moet binnen tien dagen na ontvangst van de beslissing van de instelling bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7° worden ingediend. De dag van de ontvangst van de beslissing is niet inbegrepen in de termijn.

De provinciegouverneur bij wie een beroep aanhangig wordt gemaakt zal van de instelling bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, de akte samen met de bewijsstukken opeisen."

Art. 16. Dezelfde afdeling wordt aangevuld met een artikel L3161-6, luidend als volgt :

"Art. L3161-6. De gouverneur neemt zijn beslissing binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van de akte en van al de bewijsstukken.

De gouverneur kan de hem toebedeelde termijn om zijn bevoegdheid uit te oefenen, maximaal verlengen met de helft van de duur van die termijn.

De akte kan niet meer vernietigd worden als de gouverneur binnen die termijn niet kennis gegeven heeft van zijn beslissing."

Art. 17. Dezelfde afdeling wordt aangevuld met een artikel L3161-7, luidend als volgt :

"Art. L3161-7. De Regering kan van de instellingen bedoeld in artikel L3111-1, § 1^{er}, 7°, en gefinancierd op provinciaal vlak, eisen dat elk besluit dat zij vernoemt, samen met de bewijsstukken wordt overgemaakt. ».

Art. 18. Dezelfde afdeling wordt aangevuld met een artikel L3161-8, luidend als volgt :

"Art. L3161-8. De akten van de instellingen bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, en gefinancierd op provinciaal vlak, met hiernavolgende inhoud worden aan de Regering overgezonden, samen met hun bewijsstukken, binnen vijftien dagen vanaf hun aanneming, en mogen niet ten uitvoer worden gelegd vóór ze aldus werden overgezonden :

1° wat betreft de akten voor de toekenning van overheidsopdrachten :

a) de toekenning van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten met een bedrag hoger dan de bedragen vermeld in onderstaande tabel :

	Openbare aanbesteding/ Algemene offerteaanvraag btw niet meegerekend	Beperkte aanbesteding/ Beperkte offerteaanvraag/ Onderhandelde procedure met bekendmaking	Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking
Werken	250.000 euro	125.000 euro	62.000 euro
Leveringen en diensten	200.000 euro	62.000 euro	31.000 euro

b) het aanhangsel bij die overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten die het oorspronkelijke bedrag van de opdracht met minimum 10 % wijzigen;

c) het aanhangsel bij die overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het samengetelde bedrag van de opeenvolgende aanhangsels minimum 10 % van het oorspronkelijke bedrag van de overheidsopdracht wijzigt.

Het eensluidend advies van het erkende representatieve orgaan wordt gevoegd bij het besluit over de toekenning van een overheidsopdracht voor aanneming van werken met betrekking tot werken aan de gebouwen van de eredienst;

2° de onroerende verrichtingen van aankoop, verkoop, ruil, verhuur van meer dan negen jaar, de vestiging van hypotheek en gesplitste zakelijke rechten wanneer het bedrag van de akte 10.000 euro overschrijdt;

3° wat betreft de akten voor de toekenning van giften en legaten :

a) de schenkingen en legaten voorzien van lasten, met inbegrip van de lasten van stichting;

b) de schenkingen en legaten zonder lasten of lasten van stichting maar waarvan het bedrag 10.000 euro overschrijdt;

4° de bouw van een voor godsdienstoefening bestemd gebouw of voor de woning van de geestelijke.

Het advies van het betrokken erkende representatieve orgaan zal gevoegd worden bij de akte in de gevallen bedoeld in 3° a) wanneer de akte lasten van stichting zal bevatten en in punt 4°."

Art. 19. Dezelfde afdeling wordt aangevuld met een artikel L3161-9, luidend als volgt :

"Art. L3161-9. De lijst met de beslissingen met een financiële weerslag en niet opgenomen in de begroting die geen betrekking hebben op de beslissingen bedoeld in artikel L 3161-8, genomen door de instellingen bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, en gefinancierd op provinciaal vlak, wordt overgemaakt aan de betrokken provinciecolleges binnen tien dagen na de zitting waarop de beslissingen zijn aangenomen.

De provinciecolleges kunnen verzoeken om één of meerdere beslissing(en) die in de lijst is/zijn opgenomen. Deze aanvraag moet binnen tien dagen na ontvangst van de lijst worden ingediend. De dag van de ontvangst van de lijst is niet inbegrepen in de termijn. De instelling bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7°, stuurt het college de beslissing(en) waarom verzocht werd aan het college binnen tien dagen na het verzoek. De dag van de ontvangst van het verzoek is niet inbegrepen in de termijn.

De betrokken provinciecolleges kunnen tegen de beslissing(en) waarom verzocht werd een beroep indienen bij de Regering. Dit beroep moet binnen tien dagen na ontvangst van de beslissing door de instelling bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7° worden ingediend. De dag van de ontvangst van de beslissing is niet inbegrepen in de termijn.

De Regering bij wie een beroep aanhangig wordt gemaakt zal van de instelling bedoeld in artikel L3111,1, § 1, 7^o, de akte samen met de bewijsstukken opeisen.

Art. 20. Dezelfde afdeling wordt aangevuld met een artikel L3161-10, luidend als volgt :

"Art. L3161-10. De Regering neemt zijn beslissing binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van de akte en van al de bewijsstukken.

De Regering kan de hem toebedeelde termijn om zijn bevoegdheid uit te oefenen, maximaal verlengen met de helft van de duur van die termijn.

De akte kan niet meer vernietigd worden als de Regering binnen die termijn niet kennis gegeven heeft van haar beslissing."

Art. 21. In titel VI ingevoegd bij artikel 7 wordt een hoofdstuk II ingevoegd, met als opschrift "Bijzonder goedkeuringstoezicht".

Art. 22. In hoofdstuk II ingevoegd bij artikel 21, wordt een afdeling 1 ingevoegd met als opschrift "Toepassingsgebied".

Art. 23. In afdeling 1 ingevoegd bij artikel 22 wordt een artikel L3162-1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3162-1. § 1. De akten van de instellingen bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7, en gefinancierd op gemeentelijk vlak betreffende de volgende voorwerpen worden ter goedkeuring aan de gemeenteraad voorgelegd :

1^o de begroting en de budgettaire wijzigingen goedgekeurd door het erkende representatieve orgaan;

2^o de jaarrekeningen goedgekeurd door het erkende representatieve orgaan.

§ 2. De akten van de instellingen bedoeld in artikel L3111, 1, § 1, 7^o, en gefinancierd op provinciaal vlak betreffende de volgende voorwerpen worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd :

1^o de begroting en de budgettaire wijzigingen goedgekeurd door het erkende representatieve orgaan;

2^o de jaarrekeningen goedgekeurd door het erkende representatieve orgaan.

De Regering oefent het goedkeuringstoezicht uit na het advies van de betrokken provincies te hebben ingewonnen of na te hebben vastgesteld dat de betrokken provincies geen advies hebben uitgebracht binnen de termijn bedoeld in artikel 16bis en *quater*, § 2, van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der eerediensten.

§ 3. Wanneer de instelling bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7^o, onder de financiering van verschillende gemeenten valt, oefent de gemeenteraad van de gemeente die voor het lopende dienstjaar het grootste deel van de globale tussenkomst financiert, het goedkeuringstoezicht uit na het gunstig advies van de andere betrokken gemeenten te hebben ingewonnen of na te hebben vastgesteld dat de betrokken gemeente(n) geen advies heeft of hebben uitgebracht binnen de termijn bedoeld in artikel 2, § 2, en 7, § 2, van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der eerediensten.

Indien voor het lopende dienstjaar verschillende gemeenten in gelijke delen tussenkomen in de financiering bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7^o, oefent de gemeente op het grondgebied waarvan het voor godsdienstoefening bestemd hoofdgebouw gelegen is, het goedkeuringstoezicht uit na het advies van de andere betrokken gemeenten te hebben ingewonnen of na te hebben vastgesteld dat de betrokken gemeenten geen advies hebben uitgebracht binnen de termijn bedoeld in de artikelen 2, § 2, en 7, § 2, van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der eerediensten.

§ 4. Wat betreft de akten bedoeld in paragraaf 1, 1^o, en in paragraaf 2, eerste lid, 1^o mag de goedkeuring van de toezichtsoverheid geweigerd worden als zij de wet schenden of het algemeen belang schaden.

Wat betreft de akten bedoeld in paragraaf 1, 2^o, en in paragraaf 2, eerste lid, 2^o, mag de goedkeuring van de toezichtsoverheid geweigerd worden wegens schending van de wet. ».

Art. 24. In hoofdstuk II ingevoegd bij artikel 21, wordt een afdeling 2 ingevoegd met als opschrift "De procedure".

Art. 25. In afdeling 2 ingevoegd bij artikel 24 wordt een artikel L3162-2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3162-2. § 1. De toezichtsoverheid mag geheel of gedeelte van de akte al dan niet goedkeuren zonder evenwel, enkel in het geval van de akten bedoeld in artikel L3162-1, § 1, 1^o, en § 2, eerste lid, 1^o, de uitgaafposten betreffende de uitoefening van de eredienst definitief bepaald door het representatief orgaan van de eredienst te mogen wijzigen.

Wat betreft de akten bedoeld in artikel L3162-1, § 1, 1^o, en § 2, eerste lid, 1^o, mag de toezichtsoverheid, zonder afbreuk te doen aan wat in het eerste lid bepaald wordt, ontvangstenvooruitzichten en uitgavenposten inschrijven; ze mag die verminderen, verhogen of afschaffen en materiële vergissingen verbeteren.

§ 2. De toezichtsoverheid neemt haar beslissing binnen veertig dagen na ontvangst van de akte goedgekeurd door het representatief orgaan en van zijn bewijsstukken.

De toezichtsoverheid mag de termijn verlengen die haar gesteld is om haar bevoegdheid uit te oefenen met een maximale duur die gelijk is aan de helft van die termijn bedoeld in het eerste lid.

Bij gebrek aan besluit binnen die termijn is de akte uitvoerbaar.

§ 3. Wanneer de instelling bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7^o, onder de financiering van meerdere gemeenten valt en dat één of meerdere ongunstige adviezen werden uitgebracht door de andere betrokken gemeenten, brengt de gemeente die het bijzonder goedkeuringstoezicht uitoefent een advies uit binnen de termijn bepaald in artikel L3162-2, § 2, eerste lid. Bij ontstentenis wordt dat advies gunstig geacht.

De gemeente stuurt haar advies dan aan de gouverneur die uitspraak doet overeenkomstig paragraaf 1. De gouverneur neemt zijn beslissing binnen veertig dagen vanaf de ontvangst van het eerste ongunstig advies van een betrokken gemeente. De gouverneur kan de hem toebedeelde termijn om zijn bevoegdheid uit te oefenen, maximaal verlengen met de helft van de duur van die termijn. Bij gebrek aan besluit binnen die termijn is de akte uitvoerbaar. ».

Art. 26. In hoofdstuk II ingevoegd bij artikel 21, wordt een afdeling 3 ingevoegd met als opschrift "Het beroep".

Art. 27. In afdeling 3 ingevoegd bij artikel 26 wordt een artikel L3162-3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3162-3. § 1. Het representatief orgaan van de eredienst bedoeld in artikel L3111-1, § 1, 7^o, en gefinancierd op gemeentelijk vlak waarvan de akte het voorwerp is geweest van een beslissing waarbij die werd geweigerd of gedeeltelijk goedgekeurd door de gemeente en de betrokken instelling, mag een beroep indienen bij de gouverneur binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van de beslissing van de toezichtsoverheid. Een afschrift van het beroep wordt gericht aan de gemeenteraad die het bijzonder goedkeuringstoezicht uitoefent en, in voorkomend geval, aan de belanghebbenden uiterlijk op de laatste dag van de beroepstermijn.

§ 2. De gouverneur mag, al naar gelang het geval, geheel of gedeelte van de beslissing van de toezichtsoverheid binnen dertig dagen na ontvangst van het beroep al dan niet goedkeuren zonder evenwel, enkel in het geval van de akten bedoeld in artikel L3162-1, § 1, 1^o, de uitgaafposten betreffende de uitoefening van de eredienst definitief bepaald door het representatief orgaan van de eredienst te mogen wijzigen.

Wat betreft de akten bedoeld in artikel L3162-1^o, § 1, 1^o, en § 2, eerste lid, 1^o, mag de gouverneur, zonder afbreuk te doen aan wat in het eerste lid bepaald wordt, ontvangstenvooruitzichten en uitgavenposten inschrijven; hij mag die verminderen, verhogen of afschaffen en materiële vergissingen verbeteren.

Bij gebrek aan besluit binnen die termijn, wordt de aangevochten beslissing geacht bekrachtigd te zijn."

Art. 28. In artikel 59 van het Keizerlijk Decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij de wet van 10 maart 1999, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“De aanvaardingsakte zal namens het kerkbestuur door de schatbewaarder ondertekend worden.”.

Art. 29. In artikel 60, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden : “op de voor de gemeentegoederen geldende wijze” opgeheven.

Art. 30. In artikel 62, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de wet van 10 maart 1999 worden de woorden : “en met onze machtiging, indien het bedrag 10.000 EUR overschrijdt” opgeheven.

Art. 31. Artikel 63 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 32. In artikel 73 van hetzelfde decreet worden de woorden : “en mits de toelating van onze Minister van Justitie” opgeheven.

Art. 33. De artikelen 77, 96 en 97 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 34. Artikel 113 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 113. De bisschop aanvaardt de giften of schenkingen aan de seminaries”.

Art. 35. Het koninklijk besluit van 16 augustus 1824 houdende dat de kerkbesturen en kerkelijke administraties geen beschikkingen kunnen nemen omtrent onderwerpen, waarvan de bezorging hen niet uitdrukkelijk bij de bestaande wetten, reglementen of verordeningen is opgedragen, wordt opgeheven.

Art. 36. Artikel 1 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der eerediensten wordt vervangen als volgt :

“Artikel I. Wanneer het parochiaal kerkbestuur onder de financiering van één enkele gemeente valt, wordt een afschrift van de begroting van het kerkbestuur met een afschrift van al de bewijsstukken tot staving, vóór 30 augustus en gelijktijdig, aan de betrokken gemeenteraad en aan het representatief orgaan van de eredienst overgemaakt.

Wanneer het parochiaal kerkbestuur onder de financiering van meerdere gemeenten valt, wordt een afschrift van de begroting van het kerkbestuur met een afschrift van al de bewijsstukken tot staving, vóór 30 augustus en gelijktijdig, aan het geheel van de betrokken gemeenteraden, aan het representatief orgaan van de eredienst en aan de gouverneur overgemaakt. ».

Art. 37. Artikel 2 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

“Art. 2. § 1. Binnen twintig dagen na ontvangst van de begroting en haar bewijsstukken bepaalt het representatief orgaan van de eredienst de uitgaafposten betreffende de uitoefening van de eredienst, keurt de begroting voor het overige goed en stuurt zijn beslissing aan de gemeenteraad die het bijzonder goedkeuringstoezicht op de begroting uitoefent, alsook, wanneer het parochiaal kerkbestuur onder de financiering van meerdere gemeenten valt, aan de gouverneur.

Als het representatief orgaan van de eredienst zijn beslissing binnen de termijn niet overmaakt, wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

§ 2. Binnen veertig dagen na ontvangst van de begroting en haar bewijsstukken brengen de andere gemeenteraden dan de gemeenteraad die het bijzonder goedkeuringstoezicht op deze begroting uitoefent een advies uit over de begroting en sturen hun advies aan de gemeenteraad die het bijzonder goedkeuringstoezicht op de begroting uitoefent en, in geval van ongunstig advies, aan de gouverneur.

Als de gemeenteraden bedoeld in het eerste lid hun advies binnen de termijn niet overmaken, wordt hun advies geacht gunstig te zijn. ».

Art. 38. De artikelen 3 en 4 van dezelfde wet worden opgeheven.

Art. 39. Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

“Art. 6. Wanneer het parochiaal kerkbestuur onder de financiering van één enkele gemeente valt, wordt een afschrift van de rekening van het kerkbestuur met een afschrift van al de bewijsstukken tot staving, vóór 25 april en gelijktijdig, aan de betrokken gemeenteraad en aan het representatief orgaan van de eredienst overgemaakt.

Wanneer het parochiaal kerkbestuur onder de financiering van meerdere gemeenten valt, wordt een afschrift van de rekening van het kerkbestuur met een afschrift van al de bewijsstukken tot staving, vóór 25 april en gelijktijdig, aan het geheel van de betrokken gemeenteraden, aan het representatief orgaan van de eredienst en aan de gouverneur overgemaakt. ».

Art. 40. Artikel 7 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

“Art. 7. § 1. Binnen twintig dagen na ontvangst van de rekening en haar bewijsstukken bepaalt het representatief orgaan van de eredienst de uitgaafposten betreffende de uitoefening van de eredienst, keurt de rekening voor het overige goed en stuurt zijn beslissing aan de gemeenteraad die het bijzonder goedkeuringstoezicht op de rekening uitoefent, alsook, wanneer het parochiaal kerkbestuur onder de financiering van meerdere gemeenten valt, aan de gouverneur.

Als het representatief orgaan van de eredienst zijn beslissing binnen de termijn niet overmaakt, wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

§ 2. Binnen veertig dagen na ontvangst van de rekening en haar bewijsstukken brengen de andere gemeenteraden dan de gemeenteraad die het bijzonder goedkeuringstoezicht op deze rekening uitoefent een advies uit over de begroting en sturen hun advies aan de gemeenteraad die het bijzonder goedkeuringstoezicht op de rekening uitoefent en, in geval van ongunstig advies, aan de gouverneur.

Als de gemeenteraden bedoeld in het eerste lid hun advies binnen de termijn niet overmaken, wordt hun advies geacht gunstig te zijn. ».

Art. 41. De artikelen 8 en 9 van dezelfde wet worden opgeheven.

Art. 42. In de laatste zin van artikel 11 van dezelfde wet worden de woorden “aan de bestendige afvaardiging” vervangen door de woorden “aan de provinciegouverneur”.

Art. 43. Artikel 12 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Art. 12. Bij gebreke van de schatbewaarder of zijn vertegenwoordigers, de rekening op het bepaalde tijdstip aan te bieden, of in geval van betwisting, wordt de rekening door de gouverneur gesloten.

De beslissing van de gouverneur wordt aan de belanghebbenden meegedeeld, die bij de Regering een beroep tegen deze beslissing kunnen indienen binnen 30 dagen na de kennisgeving.

De inning van alle voor saldo verschuldigde som wordt vervolgd bij middel van dwangbevel afgeleverd door de nieuwe schatbewaarder en voorzien van de volmacht van de gouverneur. ».

Art. 44. Artikel 14 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 45. Artikel 15 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Art. 15. Indien de begroting of de rekening samen met de bewijsstukken niet overhandigd is op de bij de artikelen 1 en 6 bepaalde datums van deze wet brengt het gemeentecollege van de gemeente die het bijzonder goedkeuringstoezicht over de begroting of de rekening uitoefent de gouverneur daarvan op de hoogte binnen vijftien dagen na de overschrijding van de termijn. De gouverneur bezorgt het kerkbestuur een uitnodiging bij aangetekende brief en stelt het representatief orgaan van de eredienst daarvan in kennis.

Het kerkbestuur dat, binnen de dertig dagen van de ontvangst van de brief, zijn begroting of zijn rekening, of de gevraagde bewijsstukken niet overhandigd heeft, kan voortaan geen overheidssubsidies meer bekomen.

De gouverneur stelt dit verval door een besluit vast, dat meegedeeld wordt aan het representatief orgaan van de eredienst, aan het kerkbestuur en aan de betrokken gemeenteraden. ».

Art. 46. De artikelen 15*bis* tot 15*quinquies* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 maart 1999, worden opgeheven.

Art. 47. Artikel 16 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 16. Wanneer het bestuur der hoofdkerken onder de financiering van één enkele provincie valt, wordt een afschrift van de begroting van het kerkbestuur met een afschrift van al de bewijsstukken tot staving, vóór 30 augustus en gelijktijdig, aan de betrokken provincieraad, aan het representatief orgaan van de eredienst en aan de Regering overgemaakt.

Wanneer het bestuur der hoofdkerken onder de financiering van meerdere provincies valt, wordt een afschrift van de begroting van het kerkbestuur met een afschrift van al de bewijsstukken tot staving, vóór 30 augustus en gelijktijdig, aan het geheel van de betrokken provincieraden, aan het representatief orgaan van de eredienst en aan de Regering overgemaakt. ».

Art. 48. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 16*bis*, luidend als volgt :

« Art. 16*bis*. § 1. Binnen twintig dagen na ontvangst van de begroting en haar bewijsstukken bepaalt het representatief orgaan van de eredienst de uitgaafposten betreffende de uitoefening van de eredienst, keurt de begroting voor het overige goed en stuurt zijn beslissing aan de Regering.

Als het representatief orgaan van de eredienst zijn beslissing binnen de termijn niet overmaakt, wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

§ 2. Binnen veertig dagen na ontvangst van de begroting en haar bewijsstukken brengen de provincieraden bedoeld in artikel 16, tweede lid, een advies uit over de begroting en sturen hun advies aan de Regering.

Als de provincieraden bedoeld in artikel 16, tweede lid, hun advies binnen de termijn niet overmaken, wordt hun advies geacht gunstig te zijn. ».

Art. 49. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 16*ter*, luidend als volgt :

"Art. 16*ter*. Wanneer het bestuur der hoofdkerken onder de financiering van één enkele provincie valt, wordt een afschrift van de rekening van het kerkbestuur met een afschrift van al de bewijsstukken tot staving, vóór 25 april en gelijktijdig, aan de betrokken provincieraad, aan het representatief orgaan van de eredienst en aan de Regering overgemaakt.

Wanneer het bestuur der hoofdkerken onder de financiering van meerdere provincies valt, wordt een afschrift van de rekening van het kerkbestuur met een afschrift van al de bewijsstukken tot staving, vóór 25 april en gelijktijdig, aan het geheel van de betrokken provincieraden, aan het representatief orgaan van de eredienst en aan de Regering overgemaakt. ».

Art. 50. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 16*quater*, luidend als volgt :

« Art. 16*quater*. § 1. Binnen twintig dagen na ontvangst van de rekening en haar bewijsstukken bepaalt het representatief orgaan van de eredienst de uitgaafposten betreffende de uitoefening van de eredienst en keurt de begroting voor het overige goed, en stuurt zijn beslissing aan de Regering.

Als het representatief orgaan van de eredienst zijn beslissing binnen de termijn niet overmaakt, wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

§ 2. Binnen veertig dagen na ontvangst van de rekening en haar bewijsstukken brengen de provincieraden bedoeld in artikel 16*ter*, tweede lid, een advies uit over de rekening en sturen hun advies aan de Regering.

Als de provincieraden bedoeld in artikel 16*ter*, tweede lid, hun advies binnen de termijn niet overmaken, wordt hun advies geacht gunstig te zijn. ».

Art. 51. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 16*quinquies*, luidend als volgt :

"Art. 16*quinquies*. De bepalingen van de artikelen 10, 11 en 12 zijn van overeenkomstige toepassing op de besturen der hoofdkerken.

Voor de toepassing van artikel 11 wordt het advies aan de Regering verstrekt.

Voor de toepassing van artikel 12 wordt de rekening van de bewerkstelligde ontvangsten en uitgaven door de Regering bepaald. ».

Art. 52. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 16*sexies*, luidend als volgt :

"Art. 16*sexies*. De bepalingen van artikel 15 zijn van toepassing op de besturen der hoofdkerken.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt de uitnodiging door de Regering gestuurd en wordt het verval door een besluit van de Regering vastgesteld. ».

Art. 53. De artikelen 17 tot 17*quinquies* van dezelfde wet worden opgeheven.

Art. 54. In dezelfde wet wordt het opschrift van hoofdstuk III vervangen als volgt : "HOOFDSTUK III. — Boekhouding van de temporaliën van de andere erkende erediensten".

Art. 55. Artikel 18 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Art. 18. De bepalingen van toepassing op de parochiale kerkbesturen inzake begrotingen en rekeningen zijn *mutatis mutandis* van toepassing op de culturele instellingen van de protestantse, anglicaanse en Israëlitische erediensten."

Art. 56. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 18*bis*, luidend als volgt :

"Art. 18*bis*. De bepalingen van toepassing op de besturen der hoofdkerken inzake begrotingen en rekeningen zijn *mutatis mutandis* van toepassing op de culturele instellingen van de orthodoxe en islamitische erediensten. ».

Art. 57. In artikel 19*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 maart 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt vervangen als volgt :

"Voor de oprichting van deze besturen wordt de machtiging van de Regering vereist.";

2° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

"Daartoe worden de aanvragen tot oprichting van een bestuur aan de Regering gezonden door het representatief orgaan van de eredienst. ";

3° het vijfde en het zesde lid worden opgeheven.

Art. 58. In artikel 12 van het koninklijk besluit van 7 februari 1876 houdende inrichting der bestuurraden bij de protestantsche kerken, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden : "onder den vorm gebruikelijk voor de goederen der gemeenten" opgeheven;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 59. In artikel 12 van het koninklijk besluit van 7 februari 1876 houdende inrichting der bestuurraden bij de synagogen, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden : "onder den vorm gebruikelijk voor de goederen der gemeenten" opgeheven;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 60. De artikelen 17 tot 25 van het koninklijk besluit van 15 maart 1988 tot organisatie van de raden van de kerkfabrieken van de orthodoxe eredienst worden opgeheven.

Art. 61. De artikelen 17 tot 25 van het besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2005 tot inrichting van de comités belast met het beheer van de temporalien van de erkende islamitische gemeenschappen worden opgeheven.

Art. 62. Het Regentbesluit van 28 december 1944 waarbij aan den Minister van Justitie opdracht wordt gegeven om tot de uitvoering van werken aan de kerken machtiging te verlenen, wordt opgeheven.

Art. 63. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 13 maart 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement, 965 (2013-2014). Nrs 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire zitting van 12 maart 2014.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202074]

20 MARS 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le Chapitre II, du Titre III, du Livre II, de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1232-3, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, L1232-13, alinéa 2, et L1232-26, § 2, alinéa 5, remplacés par le décret du 6 mars 2009 et modifiés par le décret du 23 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le Chapitre II, du Titre III, du Livre II, de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 9 octobre 2013;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 20 février 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui des Pouvoirs locaux et de la Ville dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le Chapitre II, du Titre III, du Livre II, de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. La décision du gouverneur de province visée à l'article L1232-3, § 1^{er}, alinéa 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation s'appuie :

a) en cas de création ou extension de cimetière, sur :

- l'avis du fonctionnaire délégué de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie;

- l'avis conforme de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;

- l'avis du Département du Patrimoine de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie;

b) en cas de réaffectation de cimetière, sur l'avis des organes visés au 1^o ainsi que sur celui de la Direction de la Santé environnementale de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé. »;

2^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le gestionnaire public adresse, en autant d'exemplaires qu'il y a d'avis à recueillir, son projet de création ou d'extension d'un établissement crématoire, accompagné du plan financier, visé à l'article 5 et/ou son projet de création, extension ou réaffectation d'un cimetière traditionnel ou cinéraire, par envoi recommandé avec accusé de réception ou par tout envoi conférant date certaine, au gouverneur.

Le gouverneur compétent est celui du lieu d'implantation de l'établissement crématoire ou de création, extension ou réaffectation du cimetière.

La demande du gestionnaire public est accompagnée du dossier visé à l'article L1232-3, alinéas 1^{er} et/ou 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. »

Art. 2. Dans l'article 8, § 2, alinéa 2, du même arrêté, le 1^{er} tiret est abrogé.

Art. 3. L'article 13 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. § 1^{er}. Le gestionnaire public place à l'entrée ou à proximité de la parcelle réservée à la dispersion des cendres une stèle mémorielle sur laquelle sont inscrits, à la demande du défunt ou de la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles et à ses frais, les nom et prénom du défunt ainsi que la date du décès.

§ 2. Le gestionnaire public place sur chaque ossuaire une stèle mémorielle sur laquelle sont inscrits les noms des défunts ou dédiée aux défunts du cimetière.

Conformément à l'article L1232-27 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le gestionnaire public règle la dimension et la nature des matériaux utilisés. »

Art. 4. L'article 15 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. Sauf opposition des autorités judiciaires, les traitements de thanatopraxie sont autorisés sur les dépouilles mortelles aux conditions suivantes :

1^o en vue de la présentation de la dépouille dans l'attente de la mise en bière : utilisation de substances thanatochimiques qui assurent une conservation pendant 7 jours;

2^o en vue de répondre à des besoins sanitaires, de transports internationaux ou d'identification de la dépouille : utilisation de substances thanatochimiques qui assurent une conservation pendant 30 jours;

3^o en vue d'activités universitaires d'enseignement et de recherche : utilisation de substances thanatochimiques qui assurent une conservation pendant 365 jours.

Les traitements de thanatopraxie utilisent des substances qui permettent la crémation de la dépouille mortelle ou garantissent sa décomposition dans les cinq ans du décès dans les hypothèses visées aux 1^o et 2^o. »

Art. 5. Dans l'article 30 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'établissement crématoire fournit une urne cinéraire gratuite. Toutefois, à la demande de la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles, les cendres peuvent être directement introduites dans une urne qu'elle met à disposition. »

Art. 6. Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 mars 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202074]

20 MAART 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009 tot uitvoering van het decreet van 6 maart 2009 tot wijziging van Hoofdstuk II, van Titel III, van Boek II, van deel I van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;